

# Daniel Cohn-Bendit

## Quo vadis Europa...?

*« Laissez s'affirmer sa conscience de masse, organisez sa pensée par la propagande, ses loisirs et ses récréations par des mesures appropriées, et il vous appartiendra sans réserve, il s'imaginera même qu'il est libre et que tout cela constitue l'authentique réalisation de l'homme. Quant à celui qui ne s'y prête pas, on le traite comme une force nuisible, inutilisable - il est brutalement neutralisé. Je crois que la diffusion d'une telle idéologie ne pourra que toujours amener à nouveau à des expériences semblables au fascisme; plus astucieuses ... mais par essence et du point de vue humain, toujours aussi désespérées, car il n'y a pas en elle de place pour l'idée...  
... Or l'idée d'homme est essentiellement toujours la même: seule change la situation historique dans laquelle elle se réalise. L'idée, c'est la liberté humaine. L'idée de l'homme, c'est l'idée de la liberté humaine..."*

*Jan Patocka "Liberté et sacrifices" Ed. Millon p. 46*

Si pour être entendu aujourd'hui, il ne nous restait plus que le langage de la foi, je serais à nouveau du côté de ces "insolents" qui refusent de se laisser impressionner et d'abdiquer devant les arguments d'autorité pour "prêcher" inlassablement la foi en la liberté.

S'il fallait se résoudre à parler la langue protéiforme des fanatismes identitaires, qu'ils soient nationalistes, souverainistes, culturalistes, religieux, ethniques et que sais-je encore, je serais avec les « intégristes » de la « dignité humaine » non par idolâtrie mais du simple fait que, désormais, il y aura toujours un « témoin », il y aura toujours un homme pour reconnaître ce qui lui porte atteinte, pour ressentir dans la révolte la violence des abus de pouvoir.

Vous auriez raison de trouver ma formulation pour le moins déroutante, pour ne pas dire paradoxale. Mais la force du paradoxe, c'est de nous déstabiliser dans nos évidences pour considérer différemment ce qui, de prime abord, semble relever du sens commun. Il nous force à sortir de nous-mêmes et suscite la réflexion. Il est un bon outil pour exercer le décentrement permettant d'interroger le registre identitaire. Le paradoxe interpelle. Il est "provocateur". Et c'est peut-être aussi pour cela que je le trouve si intéressant...

Certains trouveront peut-être également que je m'éloigne un peu trop de la question...

Je pense au contraire que revenir, en y insistant, sur un certain nombre de principes et de valeurs fondamentales peut nous aider à comprendre à quel point ils sont liés à notre

identité européenne. A quel point celle-ci répond d'une exigence radicalement démocratique.

A quel point aussi elle nous oblige à redimensionner – sans avoir à les renier, au contraire - nos spécificités identitaires nationales, culturelles, linguistiques, ... pour nous projeter dans l'idée d'une « identité post-nationale » telle que développée notamment par les philosophes J. Habermas et Jean Marc Ferry.

Dans la mesure où les critères d'appartenance à L'Union européenne - autrement dit , « le propre » identitaire de l'Union européenne – ne sont pas d'une nature similaire à ceux sur lesquels se fondent les identités nationales, ils n'ont pas pour vocation de singulariser toujours plus l'identité européenne en reproduisant le schéma « nationaliste » mais plutôt de la révéler dans sa dimension universaliste.

C'est dans ce sens très radical que va la « déclaration de Laeken sur l'avenir de l'Union européenne » quand elle énonce : « La seule frontière que trace l'Union européenne est celle de la démocratie et des droits de l'homme. »

Par ailleurs, rien dans les traités fondateurs de l'Union européenne ne nous permet de fonder l'identité européenne sur des critères culturels ou religieux.

On constate donc une mécompréhension récurrente des principes sur lesquels s'institue le projet politique d'Union européenne.

Ce malentendu s'est notamment illustré au moment de la Convention réunie pour rédiger la Charte des droits fondamentaux.

Mais ce qui l'incarne le mieux ce sont tous les débats autour de la candidature d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. J'ai été président de la Commission parlementaire mixte Union européenne - Turquie pendant plusieurs années et je dois dire que le foisonnement des arguments invoqués m'a bien montré toute l'incertitude liée à la notion d'identité européenne.

Pour abruptement affirmer comme certains que la Turquie n'est pas européenne, il faudrait pouvoir affirmer qu'il existe notamment une culture unitaire européenne. Or, rien n'est moins évident!

A mon avis, l'une des meilleures argumentations pour avancer sur ce débat est celle fournie par le philosophe Jean-Marc Ferry.

Dans « la République crépusculaire », il montre notamment à quel point la tergiversation européenne sur la candidature turque décrédibilise les critères officiels d'appartenance à l'Union européenne que sont les critères de Copenhague.

Il y introduit également une distinction absolument éclairante entre « l'Europe historique » et le « projet politique d'Union européenne ». Il définit « l'Europe historique » comme cette

« réalité géographique porteuse d'un héritage historique qui lui confère une identité culturelle ou civilisationnelle ».

Quant à l'Union européenne, elle est une « construction politique dont l'identité n'est pas donnée préalablement, et cette identité se doit d'être réflexive... Sa vocation est de construire une Europe politique... Elle ne cherche pas à occulter l'identité chrétienne ou tout autre héritage, de l'Europe. Simplement elle a élaboré des critères d'appartenance qui ne sont pas préjugés par les caractéristiques culturelles de l'Europe. »

Et comme il l'explique aussi, à cette idée du projet politique d'Union européenne peut uniquement correspondre une identité européenne de nature post-nationale et post-identitaire (identitaire au sens traditionnel). Car « pour une identité postnationaliste, le projet n'est pas lié à l'héritage de la même façon que pour une identité nationale ».

Cette identité européenne est donc de type nouveau. Elle implique un décentrement par rapport à notre héritage commun en vue de sa réappropriation réflexive. L'identité européenne exige donc un véritable travail de « reconstruction ».

Par conséquent, si l'on considère que l'idée identitaire européenne s'institue dans une « *Aufhebung* » (c'est-à-dire un dépassement qui conserve la pluralité qu'il dépasse) des identités nationales, toute tentative d'ériger l'identité culturelle ou nationale en barrière identitaire ne peut être légitime.

La surdétermination d'une identité culturelle, religieuse, nationale, etc. produit automatiquement une discrimination à l'égard de tous ceux qui ne font pas partie de cette communauté humaine spécifique. De plus, elle expose les cultures et les religions, entre autres, à l'instrumentalisation politique. Or, toute entreprise politique qui assoit son pouvoir en donnant la préséance à certaines particularités identitaires conteste de facto l'universalité des droits de l'homme.

Nous devons donc considérer les particularités, et particularismes, identitaires comme autant de modalités fondamentales de l'expression humaine qui impose donc, de ce « simple fait », leur garantie par le droit. Une garantie qui ne peut être simplement formelle mais effectivement réalisée.

Et si il y a bien un article des Traités qui mériterait d'être systématiquement enseigné à tous les stades de l'éducation des Européens, c'est l'article 2 qui dit:

"L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes."

C'est bien là que réside le nœud du défi identitaire européen !

Nous devons donc comprendre que l'identité démocratique européenne est de nature foncièrement politique. Elle est intrinsèquement liée au projet politique que constitue l'Union européenne. Or, le projet, par définition, ne peut correspondre à quelque chose de donné.

L'identité européenne est donc une identité « en construction ». Elle épouse les contours d'un projet politique qui correspond à une démocratie d'un nouveau type : la démocratie post-nationale que l'on pourrait aussi appeler « Démocratie post-nationale de la pluralité des Démocraties européennes ». Cette « Méta » - démocratie se constituant en quelque sorte en ne « retenant » des Etats démocratiques européens « que » leurs principes et leur structure.

Autrement dit, l'identité de la communauté plurinationale que constitue l'Union européenne a pour trait essentiel la diversité qui requiert donc de respecter le principe du pluralisme.

Dès lors si l'identité européenne - complexe par essence et inconfortable de par sa nature - est foncièrement liée au projet politique qu'est l'Union européenne, qu'en est-il du projet politique lui-même ? Car c'est peut-être à ce niveau que se joue l'essentiel du malaise européen.

Ne pourrait-on pas comprendre le malaise européen comme cet état d'oscillation entre le cynisme de celui que l'Europe aurait désabusé au point de la percevoir comme un simple instrument de pouvoir au même titre que n'importe quel autre et l'espoir de celui qui intuitionne l'idéal de réalisation humaine qui sous-tend le projet d'Union européenne ?

Vu sous cet angle le malaise européen peut donc également être interprété comme la dépossession d'un projet dans lequel tous étaient capables de se reconnaître.

L'exigence démocratique européenne a tellement été galvaudée qu'elle en venue à perdre de sa force, à être en quelque sorte "déréalisée" au sens littéralement existentiel du terme.

L'Europe est de plus en plus vécue comme le lieu des promesses non tenues. Il faut dire que l'éclat de son impuissance démocratique a effectivement de quoi décevoir. Elle est criante au niveau international. Elle est manifeste au niveau interne comme l'ont, entre autres, attesté les exemples de l'Autriche de Haider, de l'Italie de l'empire médiatique berlusconien, de la Hongrie d'Orban. Et elle est palpable dans le sentiment d'injustice qui naît des discriminations, en particulier sociales.

Pourtant si l'on en croit l'article I de la Déclaration universelle des Droits de l'homme de 1948 : "Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits".

La crise de confiance finit nécessairement pas s'installer dans cette impossible contorsion pour réconcilier l'idéal démocratique européen - animé par l'idée d'égalité - avec la réalité de l'injustice sociale, de l'aberration d'une Charte des droits fondamentaux qui concerne tous les citoyens européens à l'exception des Tchèques, des Polonais et des Britanniques, de procédures qui privilégient certaines opinions sur d'autres (referenda

nationaux, vote à l'unanimité au sein du Conseil), d'un continent dont les Etats se font une guerre économique et fiscale en s'abstenant surtout de prévoir des mécanismes de solidarité, d'une austérité « minutieusement » concoctée aggravant la détresse sociale, de Nations qui ne veulent surtout pas se donner les moyens pour agir ensemble au plan européen (Le budget de l'UE - que les Etats européens, lors d'un énième conciliabule tragique ont jugé bon de réduire - correspond en fait à 1% de la richesse européenne. Pour se faire une idée, la part de la richesse utilisée par le budget central des Etats fédéraux est de 10 à 20%. Ce dernier pourcentage est celui du budget fédéral américain actuel qui a connu une augmentation colossale quand Roosevelt a voulu sortir son pays de la Grande Dépression. Mais en Europe, c'est « l'exception culturelle » qui prévaut. On décide donc qu'en période de crise, il faut économiser d'avantage sur le budget communautaire pour que chaque Nation puisse reprendre ses « billes ». Après tout, le budget européen pour 28 pays est à peine 3 fois inférieur au budget nécessaire pour faire fonctionner la France !!!! ) ...

La liste pourrait être très longue.

A travers leurs postures nationalistes, les dirigeants européens dépeignent le triste tableau de leur propre défiance à l'égard du projet européen et de leurs partenaires. Par leurs politiques européennes d'envergure stato-nationale, ces mêmes dirigeants entravent la démocratie post-nationale européenne et sèment le doute sur ses valeurs.

Et pour ne rien gâcher, leurs remèdes sont inopérants et apparaissent anachroniques au regard réalité continentale et intercontinentale des problèmes de ce siècle.

Ce que l'on coutume d'appeler la crise de légitimité doit être prise au sérieux car elle mine de l'intérieur nos identités.

Il est démocratiquement vital que le projet européen porté par les divers acteurs politiques soit publiquement exposé, en particulier selon l'angle de la réponse qu'il apporte à la mondialisation déstabilisatrice.

L'euroscpticisme est certes préoccupant mais le conservatisme des dirigeants européens l'est tout autant. Car si certains estiment que la Nation peut faire le pari fou de s'en sortir seule, il n'en reste pas moins vrai que ceux qui se revendiquent de l'Europe sont mis en échec par la réalité de leur impuissance. L'« euro-nationalisme » traditionnel est décrédibilisé par l'écart grandissant entre les valeurs déclarées et la réalité du monde vécu. L'Europe a fini par prendre les allures d'une raison d'Etat.

La crise du sens qui touche le continent européen est le produit du « no man's land » politique cultivé, ces dernières décennies, de façon intensive par une classe dirigeante qui, quand elle n'est pas euroscetique est « euro-nationaliste » par tradition politique. Le conservatisme de la classe politique européenne (droite et gauche confondues) n'est donc pas toujours mal intentionné. Mais le fait est qu'il provoque des dégâts substantiels à travers le sentiment d'impuissance qu'il génère.

La réactivation de notre imaginaire politique est par conséquent devenue une question vitale. Ce dont l'Union européenne a besoin, c'est d'une culture politique dissidente qui soit capable d'actualiser l'idée de la démocratie européenne post-nationale à laquelle correspond une identité européenne de même nature. Les Européens ont besoin d'une imagination politique à la hauteur de l'Utopie européenne, ce « rêve de raison ».

Une telle « irrévérence » au regard du conservatisme intellectuel des milieux politiques me paraît d'autant plus urgente que l'exploitation du registre identitaire est de plus en plus diffuse et « décomplexée ».

Et il serait à mon sens totalement irresponsable de miser sur une loyauté intarissable des électeurs qui, à force de désillusions, pourraient finir pas ne plus croire en la démocratie elle-même.